

(Version définitive)

# MANUEL JUDICIAIRE DE DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

*Sous la rédaction de*

Guy Canivet, Luc Lavrysen & Dominique Guihal

*Introduction par*

le juge Christopher C. Weeremantry

Ce manuel est basé sur le *UNEP Judicial Handbook on Environmental Law* écrit par

Dinah Shelton et Alexandre Kiss

Programme des Nations unies pour l'environnement

Nairobi, 2006

Les auteurs suivants ont prêté leur collaboration à l'adaptation de ce manuel pour les pays de droit écrit :

**Philippe Billet** (chapitres 7, 8 et 19)

**Carole Billiet** (chapitre 6.3)

**Dominique Guihal** (chapitre 7)

**Marc Pallemarts** (chapitre 20)

**Michel Pâques** (chapitre 6.1 et 6.2)

## **Message du directeur général du PNUE**

## AVANT-PROPOS

La détérioration de l'environnement de la Terre menace de plus en plus la base et les processus des ressources naturelles dont dépend toute forme de vie sur Terre. Le Projet du PNUE de 2003 sur *L'avenir de l'environnement mondial* souligne l'étendue et la diversité des problèmes. Actuellement, plus d'un milliard de personnes manquent d'eau potable saine et d'installations sanitaires, ce qui fait des maladies liées à l'eau l'une des premières causes de décès dans les pays pauvres, surtout chez les enfants. Actuellement, deux tiers de la population mondiale vit dans des régions touchées par des pénuries d'eau où la désertification menace de plus en plus les réserves de nourriture. Le Programme des Nations unies de 2003 sur les établissements humains a rapporté que plus de 190 millions de personnes en Afrique vivent dans des régions vulnérables où elles luttent pour avoir de l'eau et des terres. Dans les eaux de mer, presque trois quarts de tous les stocks de poissons commerciaux sont pêchés plus vite qu'ils ne se reproduisent (FAO 2002). En Asie, plus de 500.000 personnes meurent chaque année de maladies liées à la pollution de l'air (OMS, 2003). Des espèces disparaissent à une vitesse sans précédent, emportant avec elles des sources potentielles de médicaments, des éléments nutritifs et d'autres avantages encore inconnus. Munich Re, la plus importante compagnie d'assurances au monde, a prédit en 2003 que la perte économique mondiale due à des événements climatiques exceptionnels atteindrait annuellement les 30 milliards de dollars américains d'ici 2050. Bref, les humains vont rapidement dépasser la capacité de charge de l'environnement.

Si tout le monde ne mène pas une action forte et à multiples facettes, la biosphère risque de devenir incapable de préserver la vie humaine. Tout au moins, les générations futures subiront des privations et des difficultés à moins que les modèles actuels de production, de consommation et de gestion des déchets ne subissent un changement radical. Il est nécessaire que le développement durable devienne le mot d'ordre et la politique de tous les organismes publics et des dirigeants et que chaque personne s'en sente responsable.

Ce Manuel a pour but de permettre aux juges nationaux de tous les types de tribunaux des juridictions de droit écrit d'identifier les problèmes environnementaux auxquels ils sont confrontés et d'être conscients de l'étendue des options dont ils disposent pour interpréter et appliquer la loi. Il tente de fournir aux juges un guide pratique des principes et des problèmes environnementaux de base qui risquent d'apparaître au cours des litiges. Cela inclut des informations sur le droit international, le droit de l'environnement comparé et des références à la jurisprudence pertinente. Les juges de chaque pays particulier compléteront cette vue d'ensemble par des informations plus détaillées provenant des expériences, des lois et des traditions nationales.

Le PNUE a publié un Manuel de droit de l'environnement pour les juges en réaction à la demande des présidents de Cours suprêmes et d'autres juges haut placés de plus de cent pays, qui ont participé à onze colloques régionaux de droit de l'environnement organisés par le PNUE au cours de la période 1995-2002. Cette demande a été réitérée lors des conclusions et des recommandations qui ont été soumises lors du Sommet

mondial sur le développement durable par le symposium mondial des juges, qui a eu lieu en 2002 à Johannesburg.

Cette publication a été développée lors de réunions judiciaires consultatives organisées par le PNUE à Rome (en juin 2003), à Londres (en septembre 2003), à New York (en juin 2004) et à Paris (en août 2004).

A la demande du PNUE, le juge Christopher G. Weeramantry, éminent juriste et ancien vice-président de la Cour internationale de justice, a préparé un plan de la publication proposée, qui a été présenté lors de la Conférence triennale de l'Association des juges et des magistrats du Commonwealth, qui a eu lieu au Malawi en août 2003. Là, il a été discuté et approuvé en tant que base convenant pour la préparation du Manuel pour les juges. Le travail de préparation du Manuel s'est déroulé sur cette base.

Lors de la réunion judiciaire consultative de Londres, on a demandé à deux éminents professeurs de droit de l'environnement, les professeurs Dinah Shelton et Alexandre Kiss, de préparer le projet de la publication pour qu'il soit révisé par une équipe d'éminents juges venant de pays développés et en développement. Ce projet a été revu et sa version définitive a été rédigée par le Comité éditorial judiciaire lors de la réunion judiciaire consultative qui a eu lieu à New York du 2 au 4 juin 2004, avec l'aide précieuse et l'assistance éditoriale de Melinda Mannheim. Il a été publié en anglais sous le titre de *UNEP Judicial Handbook on Environmental Law*.

Sur la base de cette publication, il a été décidé de développer une version spécifique du manuel pour les pays de droit écrit et une autre version pour le monde arabe.

Le premier président de la Cour de cassation de France, G. Canivet, assisté par Dominique Guihal, conseiller-réferendaire à cette même Cour, et le juge Luc Lavrysen, juge près la Cour d'arbitrage de Belgique, ont été nommés rédacteurs en chef de cette édition. Ils ont été assistés par une équipe d'universitaires de différents pays de droit écrit pour adapter le manuel de façon à ce qu'il tienne compte des spécificités du système légal des différents pays.

La version provisoire de ce manuel était présenté lors de la Conférence des Présidents des Cours suprêmes des États francophones d'Afrique sur la contribution du droit au développement durable, tenue à Paris les 3 et 4 février 2005. Dans la déclaration de Paris, adoptée à la fin de cette conférence, les participants ont déclaré : « *Les chefs de Cours suprêmes des États francophones d'Afrique et leurs représentants se sont félicités de l'initiative du PNUE de publier un Manuel judiciaire de droit de l'environnement pour les pays de droit écrit, sous la direction de M. Guy Canivet, M. Luc Lavrysen et Mme Dominique Guihal, fondé sur l'ouvrage UNEP Judicial Handbook on Environmental Law, rédigé par Dinah Shelton et Alexandre Kiss. Ils ont prié le PNUE de mener à son terme la finalisation du manuel et de le distribuer largement aux juges des pays francophones d'Afrique* ».

Il existe un gigantesque ensemble de méthodologies et de principes communs dans le domaine de l'environnement. Dans le même temps, il faut se rendre compte que le caractère spécifique des problèmes environnementaux différera forcément d'un pays à

l'autre et que par, conséquent, les jurisprudences aussi différeront d'une juridiction à l'autre. De plus, en raison des variations culturelles et des différences de situations socio-économiques, les juges apporteront parfois des perspectives différentes au problème environnemental particulier qui se présente à eux. Lorsque c'est le cas, les juges peuvent néanmoins trouver des instructions valables sur la façon dont les problèmes en question ont été abordés et gérés dans les autres juridictions. Le Manuel tente d'identifier l'ensemble de points communs les plus pertinents pour le monde judiciaire, dans l'espoir que les juges seront peut-être mieux équipés pour jouer leur rôle essentiel en donnant vie à ces exigences environnementales dont le patrimoine collectif mondial dépend.



# TABLE DES MATIERES

*Avant-propos*  
*Table des matières*  
*Table des cadres*  
*Table de jurisprudence*  
*Table des principaux instruments internationaux*

## PARTIE A CADRE GENERAL

### 1. Introduction

- 1.1 Le but du Manuel, par le juge Christopher Weeramantry
- 1.2 Les juges et le droit de l'environnement
  - 1.2.1 Le rôle du juge
  - 1.2.2 Les juges en tant qu'éducateurs
  - 1.2.3 Le droit national et international
  - 1.2.4 Différents systèmes légaux
  - 1.2.5 Juger les affaires environnementales

### 2. Qu'est-ce que le droit de l'environnement ?

- 2.1 Introduction
- 2.2 Définir l'environnement
- 2.3 Les bases du droit de l'environnement
  - 2.3.1 Les traditions religieuses
  - 2.3.2 Les communautés traditionnelles
- 2.4 Les sources du droit de l'environnement
  - 2.4.1 Le droit international
  - 2.4.2 Le droit national

### 3. Les principes de base de la protection de l'environnement

- 3.1 Introduction
- 3.2 Le développement durable
- 3.3 La prévention
- 3.4 La précaution
- 3.5 Le principe du pollueur payeur
- 3.6 La justice environnementale et l'équité
  - 3.6.1 L'équité entre les générations
  - 3.6.2 L'équité entre les générations et entre les espèces
  - 3.6.3 La justice environnementale
  - 3.6.4 La responsabilité publique
- 3.7 Des responsabilités communes mais différenciées

### 4. Les droits environnementaux

- 4.1 Introduction
- 4.2 Le droit à l'information
  - 4.2.1 Le droit international
  - 4.2.2 Le droit national

- 4.3 La participation du public
  - 4.3.1 Le droit international
  - 4.3.2 Le droit national
- 4.4 L'accès à la justice
- 4.5 La qualité de l'environnement
  - 4.5.1 Le droit international
  - 4.5.2 Le droit national

## 5. Les mécanismes légaux usuels de la protection de l'environnement

- 5.1 Introduction
- 5.2 L'interdiction et la restriction d'activités et de substances
  - 5.2.1 Les activités polluantes
  - 5.2.2 L'utilisation de ressources biologiques
- 5.3 Les normes de produits et de processus
  - 5.3.1 Les normes en matière de processus
  - 5.3.2 Les normes de produits
  - 5.3.3 Les normes d'émission
  - 5.3.4 Les normes de qualité de l'environnement
- 5.4 Les autorisations et les permis préalables
  - 5.4.1 Le droit international
  - 5.4.2 Le droit national
- 5.5 La procédure de consentement préalable
- 5.6 L'évaluation de l'impact et du risque
  - 5.6.1 L'évaluation de l'impact environnemental
  - 5.6.2 L'évaluation du risque
  - 5.6.3 L'évaluation environnementale stratégique
- 5.7 L'aménagement du territoire
  - 5.7.1 Les règlements nationaux et internationaux
  - 5.7.2 Les règlements en matière de l'aménagement du territoire et les droits de propriété

## 6. L'action de l'administration dans l'application et le contrôle du droit de l'environnement

- 6.1. Généralités
  - 6.1.1. Notion d'administration
  - 6.1.2. Pouvoirs subordonnés, compétence et légalité de l'action
  - 6.1.3. Légalité, proportionnalité, opportunité et contrôle du juge
- 6.2. Le rôle de l'administration dans la gestion de l'environnement
  - 6.2.1. L'action de police administrative
  - 6.2.2. L'administration et le service public
  - 6.2.3. L'administration incitative
  - 6.2.4. L'administration contractante ou arbitre
  - 6.2.5. La désignation de l'administration compétente : centre et périphérie
- 6.3. La surveillance et la sanction administrative
  - 6.3.1. La surveillance
  - 6.3.2. La sanction administrative

7. La protection de l'environnement par les juridictions

7.1. Les juridictions non pénales

7.1.1. Les juridictions administratives

7.1.2. Les juridictions civiles

7.2. Les juridictions pénales

7.2.1. La loi pénale

7.2.2. Les éléments constitutifs de l'infraction

7.2.3. La responsabilité pénale

7.2.4. La constatation des infractions

7.2.5. L'exercice des poursuites

7.2.6. Les mesures conservatoires

7.2.7. Le procès pénal et ses suites

## PARTIE B LES PRINCIPAUX DOMAINES DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

8. Installations industrielles et autorisation d'exploiter

8.1. Introduction

8.2. Droit international

8.3. Droit national

8.3.1. Droit communautaire

8.3.2. Droit interne

9. L'eau

9.1. Introduction

9.2. L'eau douce

9.2.1. L'eau considérée comme un droit de l'homme – le droit international

9.2.2. L'eau considérée comme un droit de l'homme – le droit national

9.2.3. Le droit international: les ressources transfrontalières en eau

9.2.4. Le droit national: la gestion de l'eau

9.2.5. La réglementation en matière d'eau et les tribunaux

9.3. Les écosystèmes marins

9.3.1. La protection de l'environnement marin dans l'UNCLOS

9.3.2. La pollution de la mer

9.3.3. La protection des ressources vitales marines

9.3.4. Les tribunaux et l'environnement marin

10. L'air

10.1. Introduction

10.2. La pollution de l'air

- 10.2.1 Le droit international
    - 10.2.2 Le droit national
  - 10.3 La réduction de l'ozone stratosphérique
    - 10.3.1 Les mesures en matière d'ozone
    - 10.3.2 Le droit national
  - 10.4 Les changements climatiques mondiaux
    - 10.4.1 Le droit international
    - 10.4.2 Le droit national
- 11. Le sol
  - 11.1 Introduction
  - 11.2 Le droit international
    - 11.2.1 La désertification
    - 11.2.2 Le traité sur le sol des Alpes
  - 11.3 Le droit national et les tribunaux
- 12. La diversité biologique et la conservation de la nature
  - 12.1 Introduction
  - 12.2 La protection de la biodiversité
    - 12.2.1 Le droit international
    - 12.2.2 Le droit national
  - 12.3 Les espèces migratrices
    - 12.3.1 Le droit international
    - 12.3.2 Le droit national
  - 12.4 Le commerce des espèces menacées
    - 12.4.1 Le droit international
    - 12.4.2 Le droit national
  - 12.5 La protection du milieu naturel et des marécages
    - 12.5.1 Le droit international
    - 12.5.2 Le droit national
  - 12.6 La biotechnologie et les organismes vivants modifiés
    - 12.6.1 Le droit international
    - 12.6.2 Le droit national
- 13. L'agriculture et la sylviculture
  - 13.1 Introduction
  - 13.2 Le droit international
  - 13.3 Le droit national
  - 13.4 Le litige
- 14. La protection du patrimoine naturel et culturel
  - 14.1 Introduction
  - 14.2 Le droit international
  - 14.3 Le droit national
  - 14.4 Les sites du patrimoine culturel et les tribunaux
- 15. L'utilisation de l'énergie et ses impacts

- 15.1 Introduction
- 15.2 Le droit international
- 15.3 Le droit national
- 15.4 L'énergie et les tribunaux

#### 16. Le bruit

- 16.1 Introduction
- 16.2 Le droit international
- 16.3 Le droit national
- 16.4 Le bruit et les tribunaux

#### 17. Le transport

- 17.1 Introduction
- 17.2 Le droit international
- 17.3 Le droit national
- 17.4 Les transports et les tribunaux

#### 18. Le tourisme

- 18.1 Introduction
  - 18.1.1 La destruction des ressources naturelles par le tourisme
  - 18.1.2 La pollution et le tourisme
  - 18.2.3 Les impacts physiques
- 18.2 Le droit international
- 18.3 Le droit national, le tourisme et les tribunaux

#### 19. Les déchets

- 19.1. Introduction
- 19.2. Droit international
- 19.3. Droit national
  - 19.3.1. Gestion des déchets
  - 19.3.2. Réglementations sectorielles

#### 20. Substances et produits chimiques dangereux

- 20.1. Introduction
- 20.2. Droit international
- 20.3. Aperçu thématique de la réglementation des substances et produits dangereux en droit international, européen et national

## Table des cadres

Cadre 1	Définir “l’environnement”
Cadre 2	Le droit international dans les systèmes légaux nationaux
Cadre 3	Utiliser le droit international pour interpréter le droit national
Cadre 4	Définition d’un traité
Cadre 5	Le devoir international de ne pas provoquer de dommages environnementaux transfrontaliers
Cadre 6	L’arbitrage de la fonderie de Trail
Cadre 7	Les dommages toxiques
Cadre 8	La précaution et la charge de preuve
Cadre 9	Le principe du pollueur payeur
Cadre 10	La déforestation et les générations futures
Cadre 11	La responsabilité publique et l’environnement
Cadre 12	Des droits équilibrés
Cadre 13	Les conditions de permis imposées par les tribunaux
Cadre 14	Réviser les EIE
Cadre 15	Les étapes essentielles de l’évaluation du risque
Cadre 16	Obstruction de la surveillance
Cadre 17	Les gaz à effet de serre
Cadre 18	La protection du sol en Afrique
Cadre 19	Le tronçonnage illégal et la déforestation
Cadre 20	Types de patrimoines
Cadre 21	Les sites du patrimoine culturel et les obligations internationales
Cadre 22	Les actions judiciaires intentées pour protéger les sites du patrimoine
Cadre 23	L’affaire du Taj Mahal
Cadre 24	Les émissions de gaz à effet de serre provenant d’une centrale électrique
Cadre 25	Le contrôle de la pollution de l’air provoquée par les transports
Cadre 26	Définition du déchet

## Table des affaires

Abdikadir Sheika Hassan & autres contre Kenya Wildlife Service (Cour suprême du Kenya, affaire 2059/1).....	36
<i>Affaire de la conservation et de l'exploitation durable des stocks d'espadons dans le sud-est de l'océan Pacifique (le Chili contre la CE)</i> .....	174
<i>Affaire de la fourrure des phoques de la mer de Behring (Grande-Bretagne contre Etats-Unis), J. Moore, Cour internationale d'arbitrage 755 (1993)</i> .....	73
<i>Affaire de l'île de Palmas, (NL/US), 4 avril 1929, Cour permanente d'arbitrage</i> .....	73
<i>Affaire des Mineurs d'Oposa, 33 I.L.M. 169 (1994), Cour suprême des Philippines</i> .....	235
<i>Affaire des pêcheries de la côte Atlantique Nord, (GB-USA) (7 sept. 1910)</i> .....	73
<i>Affaires des tests nucléaires (l'Autriche contre la France; la Nouvelle-Zélande contre la France), 1973 ICJ Rep. 99, 1974 ICJ Rep. 457</i> .....	72
<i>Affaire du canal de Corfou (le Royaume-Uni contre l'Albanie), C.I.J. 4, 1949</i> .....	48
<i>Affaire du Grand Prince (le Belize contre la France)</i> .....	174
<i>Affaire du procès de groupe de Bombay, des habitants de l'Inde Shaym H K Chainani et du Comité des citoyens de Save Pune contre le Conseil du canton de Pune, Cour suprême de Bombay, requête n° 2733 de 1986, .81,84</i>	
<i>AFRPN contre le ministre de l'Industrie, R.J.E., 1983/2, 117, Tribunal administratif de Strasbourg, 2 décembre 1982</i> .....	227
<i>Alliance de conservation des organisations non gouvernementales du Belize contre le ministère de l'Environnement &amp; la compagnie d'électricité du Belize SARL., (2003) PC Appel n° 47 de 2003 (29/1/04)</i> .	249
<i>Ambica Quarry Works contre l'Etat de Gujarat &amp; autres, Inde, AIR 1987 Sc1073</i> .....	224
<i>Antonio Horvath Kiss &amp; autres contre la Commission nationale pour l'environnement, Cour suprême du Chili, 19 mars 1997</i> .....	53
<i>Appel de W.I.A.B. Fernando &amp; autres contre le problème de la Licence de protection de l'environnement des entreprises de plastique Thaha SARL, Appel n° 3/95 devant le ministre de l'Environnement, Sri Lanka</i> .....	252,253
<i>Appel en vertu de la Section 23 E de la Loi nationale sur l'environnement par E.M.S. Niyaz devant le ministre de l'Environnement, Sri Lanka (1985)</i> .....	252
<i>Arbitrage de la fonderie de Trail (les Etats-Unis contre le Canada) (1941) 3 U.N.R.I.A.A. 1939 (1949) 48,49,194</i>	
<i>Arbitrage du Lac Lanoux (l'Espagne contre la France), 12 U.N.R.I.A. 291 (1957)</i> .....	48
<i>ARCO Chemie Nederland, CEJ, 15 juin 2000, affaires C-418/97 et C-419/97</i> .....	264
<i>Asociacion Coordinadora de Usuarios, Consumidores y Contribuyentes contre ENRE-EDESUR, Cour d'appel fédérale de La Plata (2003)</i> .....	65
<i>Asociación para la Proteccion de Medio Ambiente y Educacion Ecologica "19 de Octubre" contre Aguas Argentinas S.A. &amp; autres (Cour d'appel fédérale La Plata, 9 juillet 2003)</i> .....	52
<i>Association bangladeshie des avocats écologiques contre la Commission d'élection &amp; autres, la CS du Bangladesh, division de la Cour suprême, pétition du procès n° 186 de 1994</i> .....	253
<i>Association A.C. et autres, CE, ass., 11 mars 2004 (France)</i> .....	124
<i>Association des marins-pêcheurs de la prud'homie de Palavas-les-flots, Cour de cassation, France, chambre criminelle, 25 octobre 1995, Bull.crim, 1995, °322</i> .....	135
<i>Association D.R.A.C., Nature &amp; autres, Tribunal admin. de Grenoble, 26 avril 1996, R.J.E., 1997/1, 114</i> .....	215
<i>Association "Les amis de la Terre", Conseil d'Etat, 29 janvier 1992, R.J.E., 1993/2, 13</i> .....	227
<i>Association Manche-Nature, France, Tribunal admin. de Caen, 9 avril 1996, R.J.E., 1996/3, 339</i> .....	226
<i>Association nationale des écologistes professionnels (ANEP) contre la centrale électrique AES Nile, Cour suprême d'Ouganda à Kampala, Misc. Affaire n° 268 de 1999</i> .....	249
<i>Association pour la protection des animaux sauvages et du patrimoine naturel contre le Préfet de l'Aisne, Tribunal admin. d'Amiens, 9 février 1996, R.J.E., 1996/1-2,123</i> .....	215
<i>Association pour la protection de la presqu'île d'Anneville, R.J.E.,1997/1, 99 Tribunal administratif de Rouen, 14 mai 1996</i> .....	227
<i>Association pour la protection des animaux sauvages et du patrimoine, Tribunal admin. d'Amiens, 17 décembre 1996, R.J.E., 1997/2, 20 5</i> .....	215
<i>Association pour la protection des oiseaux sauvages &amp; autre, Tribunal admin. de Nantes, 21 mars 1996, R.J.E., 1996/1-2, 126</i> .....	215
<i>Aurelio Vargas &amp; autres contre Municipalidad de Santiago &amp; autres (The Lo Errazuriz Case), Cour suprême du Chili (27 mai 1997)</i> .....	

<i>Autorité de surveillance de l'AELE contre la Norvège</i> , Affaire CEJ E-3/00 .....	66
<i>Autorités portuaires du Kenya contre le Pouvoir d'Afrique orientale &amp; la Cie d'éclairage SARL</i> (Cour d'appel, Mombasa, affaire 41/1981).....	72
<i>Auvergne c. Eaux et Rivières de Bretagne</i> , Cour de cassation, France, chambre criminelle, 3 avril 1996, n° 95-80.062.....	141
<i>Bandhua Mukti Morcha contre l'Union indienne</i> , 3 SCC 161 (1994).....	53
<i>Bernard c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 18 juillet 1995, n° 94-85.249... ..	137
<i>Bladet Tromsø et Stensaas contre la Norvège</i> CEDH, 20 mai 1999, 1999-III Rep. Judgments & Dec.....	78
<i>Bourdon</i> , Cour d'appel de Paris 10 mai 1989 : Dr. envir. 1990, n° 1, p. 12.....	145
<i>Bulankulama contre le ministre du Développement industriel (Affaire Eppawela)</i> , Cour suprême du Sri Lanka, Application n° 994/99 (F.R), 7 Sth Asian Env't. L. Rep. (2000)....	38,62,72,74,244
<i>Caractères variétaux au Japon, Mesures affectant les produits agricoles</i> , OMC Doc. WT/DS76/AB/R (22 février 1999).....	67
<i>Ceylon Electricity Board contre le ministère de l'Environnement</i> , (Cour d'appel du Sri Lanka, 1995) .....	107
<i>Chapman contre le Royaume-Uni</i> (CEDH, jugement du 18 janvier 2001) .....	107
<i>Charan Lal Sahu contre l'Union indienne</i> (Cour suprême indienne), AIR 1990 SC 1480 (1991).....	53
<i>Claeys</i> , Belgique, Cour de cassation, 25 nov. 1997, texte de Luc Lavrysen, Milieurechtsspraak, p.517 .....	170
<i>Claudia Sampedro &amp; Hector A. Suarez contre le ministère de l'Environnement et de la direction des substances narcotiques</i> , Tribunal administratif, 13 juin 2003.....	65
<i>Comité de contrôle de la pollution-II d'Andhra Pradesh contre le prof. M.V. Nayudu &amp; autres</i> [2001] 4 LRI 657, Cour suprême indienne .....	41,65
<i>Commission des communautés européennes contre la république fédérale d'Allemagne</i> CEJ, 29 fév. 1991, R.J.E., 1992/3,351.....	227
<i>Commission des communautés européennes contre la République française</i> , CEJ, 27 avril 1999, R.J.E., 1999/4, 455.....	216
<i>Commission des communautés européennes contre l'Italie</i> , CEJ, 17 janv. 1991, R.J.E., 1994/1, 62.....	216
<i>Commonwealth d'Australie contre l'Etat de Tasmanie</i> n° C6 de 1983, 46 A.L.R. 625, 68 I.L.R. 266, Cour suprême australienne.....	240
<i>Compagnie nationale Audubon contre le ministère de l'Eau et de l'Energie de la ville de Los Angeles</i> , 658 P. 2° 709 (Cour suprême de Californie, 1993).....	73
<i>Compagnie pétrolière Talisman</i> (Trinité-et-Tobago, Commission environnementale, 2003).....	46
<i>Conseil indien pour l'action légale environnementale contre l'Union indienne</i> , AIR 1A996 SC 1446 (1996), 2 SCR 503, 3 SCC 212 (1996), Cour suprême indienne.....	69
<i>Conseil municipal de Willoughby contre le Ministre</i> (Australie), (1992), 78 LGERA 19.....	74
<i>Cornilliat c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, Chambre criminelle, 20 octobre 1986, n° 85-95.814.....	135
<i>C.S. Amerasinghe &amp; autres contre le Procureur général &amp; autres</i> , C. S. (Spl) N° 6/92. Cour suprême du Sri Lanka.....	85
<i>Dauvergne</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 11 mars 1986 : Bull. crim. 1986, n° 102.....	146
<i>Déchets wallons</i> , CEJ, 9 juillet 1992, Affaire C-2/90.....	264
<i>Donato Furio Giodano contre le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles renouvelables</i> , Cour suprême de Justice, Venezuela, 25 nov. 1999 .....	107
<i>E.M.S. Niyas contre le ministre de l'Environnement</i> , Cour d'appel du Sri Lanka 1995 ... ..	95
<i>Entreprise de dragage et de travaux publics</i> , Conseil d'Etat, 9 déc. 1999, R.J.E., 1999/2.....	215
<i>Entreprises du futur SARL du comté de Byron contre la municipalité de Byron et les villages de vacances (Baie de Byron) SARL</i> (1994) LGERA 434 .....	100,262
<i>Etat d'Himachal Pradesh contre les Produits de bois de Ganesh</i> AIR 1996 SC 149 (Inde).....	72
<i>Faure c. Bourel et a.</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 1 <sup>er</sup> février 1995, n° 94-80.908....	135
<i>Failler c. Association intercommunale de chasse au gibier d'eau de Basse-Loire</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 18 septembre 1997, n° 96-85.939.....	140
<i>Favier</i> , Cour d'appel de Rennes (France), 8 décembre 1994, n° 1588/94.....	136
<i>Fédération départementale de pêche du Maine-et-Loire contre les Transports Jollivet &amp; autre</i> , Tribunal d'instance d'Angers 27 juin 1996, R.J.E., 1997/2, 233.....	170
<i>Forum pour le bien-être des citoyens de Vellore contre l'Union indienne</i> , [1996] AIR SC 2715.....	41,62,64,65
<i>FRAPNA Isère contre le Préfet de la région Rhône-Alpes</i> , R.J.E., 1997/2, 243 Tribunal administratif de Grenoble, 7 novembre 1996.....	227
<i>Fundepublico contre le maire de Bugalagrande &amp; autres</i> , Juzgado Primero superior, Interlocutorio 032, Tulua, 19 décembre 1991.....	53

<i>Gabcikovo-Nagymaros</i> , CIJ (25 sept. 1997) .....	35,38,248
<i>Geurra</i> , CEDH, 19 février 1998.....	87
<i>Greenpeace Australie SARL contre la centrale électrique de Redbank et le Conseil de Singleton</i> , 96 LGERA ..143 (1994, Australie).....	63,248,249
<i>Grégoire et autres</i> , CE , 30 avril 1998, n° 73.382 (Belgique).....	120
<i>Gunaratne contre la Corporation pétrolière de Ceylan</i> , (1996) 1 Sri L R 315 (Sri Lanka) .....	72
<i>Hatton I (Hatton c. le Royaume-Uni)</i> , CEDH, 2 octobre 2001.....	87
<i>Hatton II (Hatton c. le Royaume-Uni)</i> , CEDH, 8 juillet 2003.....	87,251
<i>Ibrahim Darsanesing c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, Chambre criminelle 27 octobre 1971, Bull. crim. 1971, n° 284.....	137
<i>Inter-Environnement Wallonie</i> , CEJ, 18 décembre 1997, Affaire C-129/96.....	263
<i>In re A.H. Robbins (Le litige sur le Dalkon Shield)</i> , 990 F.2° 709 (4° Cir. 1999) (US), .....	56
<i>In re Déversement du pétrole de l'Amoco Cadiz le long des côtes de France le 16 mars 1978</i> n° MDL 376 (N.D.III 1988), 1988 U.S.Dist. LEXIS 16832.....	190
<i>In re la catastrophe de l'usine Union Carbide à Bhopal, Inde en décembre 1984</i> , 909 F. 2° 195 (2° Ci4r. 1997). 56 <i>Iraza Margarita contre Copetro S.A.</i> , Chambre civile et commerciale de la Plata, jugement du 10 mai 1993 (disponible sur www.eldial.com).....	52
<i>Juan Antonio Oposa &amp; les autres contre l'Honorable Fulgencio S. Factoran &amp; an.</i> , Cour suprême des Philippines, G.R. N° 101083.....	70
<i>Kajing TUBFK &amp; ORS contre Oekran BHD &amp; autres</i> , Cour suprême de Kuala Lumpur (19 juin 1996) .....	85,101
<i>Kattan, Alberto &amp; autres contre le Gouvernement national</i> , Juzgado Nacional de la Instancia en lo Contencioso administrativo Federal. n° 2, Jugement du 10 mai 1993, La Ley, 1993-D, 576.....	52
<i>Kedar Bhakta Shrestha &amp; autres contre HMG, Department of Transportation Management &amp; autres</i> , Writ n° 3109 (Cour suprême, Népal 1999). .....	88
<i>Kyrtatos</i> , CEDH, 22 mai 2003.....	87
<i>Land de Sarre &amp; autres contre le ministre de l'Industrie</i> , France, Tribunal admin. de Strasbourg, 11 juin 1997, R.J.E.,1997/4, p.491 .....	168
<i>La province de Hollande-Septentrionale contre l'Etat français</i> , Tribunal admin. de Strasbourg, 27 juillet 1993, R.J.E., 1994/4, 343 .....	166,167
<i>Leatch contre les parcs nationaux, le Service pour la vie sauvage et le conseil municipal de Shoalhaven</i> 81 LGERA 270 (1993, Australie).....	64,84
<i>Le Dreff</i> , Cour de cassation, France, chambre criminelle, 28 novembre 1991 : Bull. Crim. 1991, n° 447.....	145
<i>Legrand c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 1 <sup>er</sup> mars 2000, n° 98-86.464... 139	
<i>Le litige rural et le droit Kendra contre l'Etat d'U.P.</i> , AIR 1999 SC 2197 .....	72
<i>Les Amis de la Terre contre le ministre de l'Environnement</i> , France, Tribunal admin. de Grenoble, 24 oct. 1994, R.J.E., 1995/2, 205 .....	170
<i>Les travaux d'Ambica Quarry contre l'Etat de Gujarat et autres</i> , Inde, AIR 1987 Sc1073.....	237
<i>Lespinasse</i> , Cour d'appel de Toulouse, 24 oct. 1994, R.J.E., 1997/1, 47 .....	215
<i>Lopez Ostra</i> , CEDH, 9 décembre 1994.....	87
<i>Louvet c. Ministère public</i> , Cour de cassation française ,Chambre criminelle, 25 mai 1994 , Bull. crim. n° 203.....	139
<i>M. Antonios</i> , Tribunal de grande instance de Paris, 31 <sup>e</sup> Chambre, 22 mai 1996, R.J.E., 1997/1, 93.....	181
<i>Marlene Beatriz Duran Camacho contre la république de Colombie</i> (26 sept. 1996) .....	68
<i>Marleasing</i> , CEJ, Affaire C-106/89, Rec. , 1990, I-4135.....	43
<i>M. C. Mehta contre Kamal Nath &amp; autres</i> , 1 SC 399 (1997), Inde.....	74
<i>M. C. Mehta contre l'Union indienne</i> , AIR 1999 SC 1115 .....	245
<i>M.D. Tahir contre le Gouvernement provincial &amp; autres</i> , 1995 CLC 1730 .....	36
<i>Michel C. Ramiah/Marie L. Autard</i> , Mauritius, Environment App. Trib., affaires n° 4/95 et 5/95 .....	226
<i>Millieras c. Association nationale pour la protection des eaux et rivières</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 19 novembre 1997, n° 96-86.694.....	144
<i>Ministère public contre l'Union fédérale du Brésil</i> (Tribunal fédéral, Etat de Mato Grosso, 1998) .....	38
<i>Mme Hummer c. Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 18 février 2003, n° 02-83.213.....	139
<i>Mme Jamamloodeen Dulloo contre le ministre de l'Environnement</i> , Cour d'appel environnementale de l'île Maurice, affaire n° 03/01 .....	208
<i>Mohiuddin Farooque contre le Bangladesh, représenté par le ministre de l'Irrigation, des Ressources en eau et de la Prévention des inondations &amp; autres</i> , 49 DLR 1996 (Cour suprême du Bangladesh, 1996)53, 88	

<i>Mohiuddin Farooque contre le ministre des Communications, gouvernement de la république populaire du Bangladesh &amp; 12 autres</i> , Cour suprême du Bangladesh, pétition du procès n° 300/1995 .....	53,254,257
<i>Monard contre la commune de Divonne-les-Bains</i> , Tribunal admin. de Lyon, 17 mars 1993, R.J.E., 1993/4, p. 359 .....	194
<i>Montana c. Ministère public</i> , Cour de cassation, France, chambre criminelle, 14 avril 1993 : Bull. crim. 1993, n° 155.....	151
<i>Mouvement Social de Petit Camp contre le ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie</i> , Cour d'appel environnementale de l'île Maurice, affaire n° 2/94.....	196
<i>Mr. Cadress Chinian Chetty contre le ministre du Gouvernement local et de l'Environnement</i> , île Maurice, Cour d'appel environnementale, affaire n° 02/98.....	196
<i>M/S Aziz Timber Corp. &amp; autres contre l'Etat de Jammu &amp; Cachemire par l'intermédiaire du secrétaire général &amp; autres</i> continuant la requête n° 51/96.....	238
<i>Municipalité de Ratlam contre le Vardihichand</i> , AIR 1980 SC 1622, (Inde) .....	72
<i>Narmada contre l'Union Indienne</i> , 2000(7) Scale 34 .....	37
<i>Nicholls contre le directeur général des parcs nationaux privés et de la vie sauvage &amp; autres</i> , 81 LGERA 397.101	
<i>O.M. et Réserves naturelles contre E.R.</i> , Tribunal correctionnel de Bruges (Belgique), 16 sept. 1999, Luc Lavrysen, p.57 .....	227
<i>O.M. contre P.V. et P.F.</i> , Tribunal correctionnel de Gand (Belgique), 5 sept. 2000, Luc Lavrysen, p. 609...115	
<i>Öneryildiz</i> , CEDH, 18 juin 2002.....	87
<i>Pablo Orrego Silva &amp; autres contre Empresa Electrica Pange SA</i> (Cour suprême, 5 août 1993) .....	53
<i>Pedro Flores &amp; autres contre la Corporation del Cobre (CODELCO)</i> , Cour d'appel (23 juin 1999), Rol 12.753.FS641, aff'd Cour suprême du Chili.....	42
<i>Pialopoulos &amp; autres contre la Grèce</i> , CEDH, 15 fév. 2001.....	107
<i>Prakash Mani Sharma &amp; autres au nom du public contre HMG, Cabinet Secretariat &amp; autres</i> , Writ n° 3017 (1995)(Cour suprême du Népal).....	242
<i>Prakash Mani Sharma et autres au nom du public contre l'Honorable Premier Ministre Girija Prasad Koirala &amp; autres</i> , Cour suprême du Népal.....	231
<i>Premachandra &amp; Dodangoda contre Jayawickreme &amp; Bakeer Markar</i> , (1993) 2 Sri L R 294 (Sri Lanka) .....	72
<i>Présidente de la société Marlene S.A. contre la ville de Tibas</i> , Sala Constitucional de la corte Supreme de justicia. Jugement n° 6919/94 du 25 nov. 1994.....	53
<i>Procureur général de la Cour d'appel de Colmar c. Widerkehr</i> , Cour de cassation, France, chambre criminelle, 28 février 1956 : Bull. crim. 1956, n° 205.....	141
<i>Procureur général près la Cour de Bordeaux c. Allafort</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle 29 avril 1970 : Bull. crim. 1970, n° 149.....	151
<i>Promociones Terra Cardon contre la république du Venezuela</i> , Cour suprême du Venezuela, 24 janv. 1994 .....	107
<i>Puputauki c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 5 octobre 2004, n° 03-86.3 ...	138
<i>Rabin Mukherjee &amp; autres contre l'Etat du Bengale-Occidental</i> , AIR 1995 Calcutta 222 .....	253
<i>Rajendra Parajuli &amp; autres contre la distillerie Shree SRL &amp; autres</i> , Cour suprême du Népal (Procès n° 3259, 1996).....	62
<i>Ramiah &amp; Autard contre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie</i> , Cour d'appel environnementale de l'île Maurice, 7 mars 1997) .....	42,97
<i>Rogers Muema Nzioka &amp; autres contre la SARL Tiomin Kenya</i> (Kenya, affaire 97/2001).....	101
<i>Royaume-Uni contre la Commission</i> , Affaire C 190/96, [1996] Rec. I-3903 .....	66
<i>SA Conforama c/ Ministère public</i> , Cour de cassation, France, chambre criminelle, 3 novembre 2004, n° 04-81.018.....	134
<i>S.A. Union française des pétroles</i> , Cour administrative d'appel de Nancy, 4. nov.1993, R.J.E. 1994/1, p. 72.....	100
<i>Safaris de Leonardia contre le premier ministre de la province de Gauteng</i> (Cour Suprême d'Afrique du Sud, Division locale de Witwatersrand, Affaire N° 98/18201).....	97
<i>Sauvez l'environnement de Vaal contre le Directeur du développement minéral de la région de Gauteng</i> , Cour suprême d'Afrique du Sud dans la division de Witwatersrand, affaire n° 97021011 (1997).....	84
<i>Shela Zia contre WAPDA</i> , XLVI All Décisions judiciaires du Pakistan 693.....	64
<i>Shrestha contre HMG, Department of Transportation Management</i> , Cour suprême du Népal, Requête n° 3109 de 1999 .....	258
<i>Sibaji Waiswa contre Kakira Sugar Work Ltd</i> (Cour suprême d'Ouganda, Jinja, n° 6/2001) .....	237
<i>Sierra Club &amp; autres contre Coleman &amp; Tiemann</i> , 14 ILM 1425 (1995) et 15 ILM 1417 (1996).....	101,257
<i>Société DACO</i> , 9 juin 1990, R.J.E., 1991/2, 236.....	43,208
<i>Société d'études touristiques hivernales en France</i> , Conseil d'Etat, 2 déc. 1991, R.J.E., 1992/1, 60 .....	227

<i>Société de protection de la nature de Sète contre le Préfet de la région Languedoc-Roussillon &amp; autres</i> , Trib. admin. de Montpellier, 13 mai 1999, R.J.E., 1999/4, 516 .....	227
<i>Solothurn contre Aargau</i> , Tribunal fédéral de Suisse, 1 <sup>er</sup> nov 2000 .....	63
<i>Sté Glatigny-Rahard et autres c. Mme Audoye</i> , Cour de cassation France, 2 <sup>ème</sup> chambre civile, 4 décembre 1985 Bull. civ. 1985, II, n° 189.....	149
<i>Ste Wiehe Montocchio &amp; Cie contre le ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie</i> (Cour d'appel environnementale de l'île Maurice, affaire 2/95) .....	96
<i>Subhash Kumar contre l'Etat de Bihar</i> , AIR 1991 SC 420, 1991 (1) SCC 598. ....	53
<i>Syndicat intercommunal des abattoirs Cerdagne-Capcir c. Ministère public</i> , Cour de cassation France, chambre criminelle, 23 mai 2000 : Bull. crim. 2000, n° 200.....	138,143
<i>Tanner contre l'aciérie d'Armco</i> , 340 F. Supp. 532 (SD Tex. 1972).....	88
<i>Thoma contre le Luxembourg</i> (CEDH, 29 mars 2001) .....	78
<i>TVA contre Hill</i> , 437 U.S. 153 (1979).....	106
<i>Union nationale des fermiers (UNF)</i> , Affaire T-76/96 R, [1996] Rec. II-915 .....	66
<i>Van de Walle</i> , CEJ, 7 septembre 2004, Affaire C-1/03.....	264
<i>Van Huysten &amp; autres contre le ministre de l'Environnement &amp; du Tourisme &amp; autres</i> 1996 (1) SA 293 .....	82
<i>Vassiliokiotis</i> , CE, ass. 29 juin 2001, req. N° 213229 (France).....	125
<i>Yanner contre Eaton</i> (1999) Cour suprême d'Australie ,.....	38
<i>Zanetti</i> , CEJ, 28 mars 1990, Rec. , 1990, 1509.....	263

## Table des principaux instruments internationaux

Charte mondiale pour la nature .....	71
Convention-cadre sur les changements climatiques (1992).....	75,83,202,247
Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement.....	77,80,83,85-86
Convention d'Espoo sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontalier (1992).....	79
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux	75,95,98,264,265
Convention d'Helsinki du 17 mars 1992 sur les effets transfrontières des accidents industriels.....	155,277
Convention d' Helsinki sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (1992).....	162,281
Convention de l'Organisation internationale du travail sur les peuples indigènes .....	37
Convention de Ramsar (1971).....	210
Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS) (1992).....	47,85,98,167,173-188,194
Convention des Nations unies sur la protection et l'usage des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (1992).....	94
Convention des Nations unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (1997).....	167,182,213
Convention de Vienne sur le droit des traités (1969).....	44
Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone (1985) .....	90,199
Convention européenne sur la protection des animaux en transport international.....	71
Convention internationale sur la pêche à la baleine (1946).....	69
Convention internationale sur les droits civils et politiques.....	78,83,85,116
Convention sur la conservation de la vie sauvage européenne et du milieu naturel .....	71
Convention sur la désertification.....	75,82,205
Convention sur la diversité biologique (1992) .....	37,75,90,98,209-212,229-231
Convention sur la pollution transfrontalière de l'air à longue portée (1979).....	92,93,195,256,277
Convention sur la prévention de la pollution marine provoquée par le déversement de déchets (1972).....	90
Convention sur la procédure de consentement préalable (1998).....	79,95,98,271
Convention sur le commerce international des espèces en voie de disparition de la faune et la flore sauvages (CITES) (1973).....	91,187,218-221
Convention sur les espèces migratrices .....	90,174,217
Convention sur les polluants organiques persistants (2001).....	79,272,273,282
Protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone(1987).....	75,90,92,200,275,280